

Albigny sur Saône, le 24 octobre 2018



## ARRÊTÉ DU MAIRE

**N° : 2018-226**

**Objet : Réglementation sur l'entretien des trottoirs et des rues sur l'ensemble de la commune**

**Arrêté permanent**

Le Maire de la Commune d'Albigny sur Saône,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et suivants, et L 2122-28,

Vu le règlement sanitaire départemental, et notamment son article n°99-8 précisant que des arrêtés municipaux fixent les obligations spéciales des riverains des voies publiques en temps de neige et de verglas,

Vu le Code pénal notamment les articles R 610-5, R 632-1, R 635-8, R 644-2,

Vu l'article 78 de la Loi n°2011-525 du 17 mai 2011,

Vu les articles L 114-2, R 116-2 du code de la voirie routière,

Considérant que pour prévenir les risques d'accidents, l'entretien des voies publiques et des trottoirs par temps de neige et de verglas est le moyen le plus efficace pour assurer la sécurité et la salubrité.

Considérant que l'entretien des voies publiques est nécessaire pour maintenir la commune dans un état constant de propreté et d'hygiène,

Considérant que les branches et haies plantées en bordure des voies communales, communautaires et départementales risquent de compromettre, lorsqu'elles avancent dans l'emprise de ces voies, aussi bien la commodité et la sécurité de la circulation,

Considérant que les mesures prises par les autorités compétentes ne peuvent permettre d'obtenir des résultats satisfaisants que dans la mesure où les habitants participent, chacun en ce qui les concerne, à leur exécution et remplissent les obligations qui peuvent leur être imposées dans l'intérêt de tous,

### ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> : Les propriétaires ou locataires sont tenus de participer aux opérations de déneigement et de lutte contre le verglas. Ils doivent balayer la neige au droit de leurs habitations, sur les trottoirs jusqu'au caniveau, en dégagant celui-ci autant que possible. En cas de verglas, ils doivent répandre du sable ou du sel bordant leurs habitations. Cette mesure vaut pour les particuliers et les commerçants.

En cas de non-respect de ces obligations, les infractions au présent arrêté sont passibles d'amendes prévues au Code Pénal pour les contraventions de 1<sup>ère</sup> classe



Article 2 : Il est interdit d'effectuer des dépôts ou abandons de quelque nature que ce soit, sauf autorisation spéciale, sur toute partie de la voie publique, d'y pousser ou projeter les ordures ou résidus de toutes natures.

Les infractions sont passibles d'amendes pouvant aller jusqu'à une contravention de la 5<sup>ème</sup> classe.

Article 3 : En dehors des caniveaux, les déjections canines sont interdites sur les voies publiques, les trottoirs, les espaces verts publics, les espaces de jeux publics pour enfants et ce par mesure d'hygiène publique. Il est demandé aux propriétaires d'animaux de veiller scrupuleusement au respect de cette réglementation. Il est donc fait obligation à toute personne accompagnée d'un animal de procéder immédiatement, par tout moyen approprié, au ramassage de déjections de leur animal en vue de les déposer dans les poubelles.

La mairie a mis à la disposition des propriétaires, des distributeurs de sacs à déjections animales à divers endroits sur la commune.

En cas de non-respect de cette interdiction, les infractions sont passibles d'amendes prévues au Code Pénal pour les contraventions de 1<sup>ère</sup> classe.

Article 4 : En bordure des voies publiques, l'élagage des arbres et des haies incombe au riverain qui doit veiller à ce que rien ne dépasse de sa clôture sur le domaine public.

Les haies doivent être taillées à l'aplomb du domaine public et leur hauteur doit être limitée à 2 mètres, voire moins là où le dégagement de la visibilité est indispensable à proximité de croisements, virages ou points dangereux ou incommodes pour la circulation publique.

A défaut, ces opérations peuvent être effectuées d'office par la collectivité ou au moyen d'une entreprise privée mandatée par elle, aux frais du propriétaire, après mise en demeure restée sans effet.

Ce délit est passible d'une amende de 5<sup>ème</sup> classe pouvant aller jusqu'à 1500 euros.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché sur les lieux habituels d'affichage. Le présent arrêté entrera en vigueur à la date d'acquisition du caractère exécutoire de celui-ci.

Article 6 : Tout recours contre la présente décision doit être formé auprès du Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois à partir de la publicité de la décision.

Article 7 : Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Neuville sur Saône, le responsable de la Police Municipale, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,  
  
Jean Paul COLIN